

**Mémoire présenté dans le cadre des consultations
prébudgétaires en prévision du prochain budget
fédéral
Par Oxfam Canada**

4 août 2023



OXFAM

Canada

www.oxfam.ca

Recommandations d'Oxfam Canada en vue du budget fédéral de 2024

Recommandation 1 : Que le gouvernement crée un fonds de durabilité à long terme indépendant pour les organismes canadiens concernés par la justice pour les femmes et la justice de genre, conçu en collaboration et en consultation avec des organismes féministes à vocation nationale. Un tel fonds offrirait un financement de base stable et prévisible aux organismes qui prônent la justice pour les femmes et la justice de genre, appuyant ainsi leur travail pour la promotion de l'égalité et le respect des droits de la personne dans la société canadienne.

Recommandation 2 : Que le gouvernement augmente l'enveloppe d'aide internationale de 1,2 milliard de dollars en financements nouveaux et supplémentaires par rapport à l'exercice 2021-2022 afin de réduire l'inégalité mondiale et d'encourager une économie mondiale plus stable et prospère. De tels investissements permettraient au Canada de respecter ses engagements internationaux envers la réponse à la crise alimentaire mondiale, la lutte contre les changements climatiques et le respect de la santé et des droits sexuels et reproductifs. De plus, ils permettraient d'investir dans de nouvelles initiatives qui mettent de l'avant les voix et le leadership des femmes et qui répondent aux nouvelles crises humanitaires émergentesⁱ.

Recommandation 3 : Que le gouvernement alloue au moins 20 millions de dollars par année aux programmes d'aide internationale qui font la promotion des droits des personnes issues de la communauté LGBTQ+. Ce montant représente environ 0,3 % des dépenses totales d'aide, et il placerait le Canada sur un pied d'égalité avec les principaux pays donateurs qui défendent les droits des personnes issues de la communauté LGBTQ+ à l'échelle internationale, tels les Pays-Bas et la Suède. Avec l'augmentation des lois et de la haine contre la communauté LGBTQ+ partout dans le monde, le temps est venu pour le Canada de faire preuve de leadershipⁱⁱ.

Recommandation 4 : Que le gouvernement augmente le financement de la lutte contre les changements climatiques dans les pays à faible revenu, selon une part équitable de la capacité financière du Canada et conformément à notre responsabilité historique en matière d'émissions de carbone. Un financement supplémentaire est nécessaire en vue de bonifier le financement climatique international sur 5 ans du Canada, mettant l'accent sur l'octroi de subventions aux pays à faible revenu à des fins d'adaptation au climat et sur une contribution financière importante au nouveau mécanisme de financement pour les pertes et dommages des Nations Unies.

Recommandation 5 : Que le gouvernement instaure sans délai un impôt sur la richesse permanent pour les Canadiens les plus riches. Cet impôt devrait être d'au moins 2 % sur la richesse supérieure à 5 millions de dollars, 3 % sur la richesse supérieure à 50 millions, et 5 % sur la richesse supérieure à 1 milliard de dollarsⁱⁱⁱ.

Recommandation 6 : Que le gouvernement instaure une taxe de 15 % sur les bénéfices excédentaires pour les entreprises de tous les secteurs qui génèrent des profits démesurés en raison de crises, comme des pandémies ou des hausses mondiales des prix de la nourriture et de l'énergie. Le gouvernement devrait aussi augmenter le taux fédéral d'imposition des sociétés de 15 % à 20 % afin de garantir que les entreprises canadiennes paient leur juste part.

Recommandation 7 : Que le gouvernement affecte 30 millions de dollars sur trois ans à la création d'une commission nationale de l'économie des soins, chargée de concevoir et d'instaurer une stratégie holistique qui reconnaît les soins comme un droit de la personne, qui lutte contre les normes de genre au sein du milieu des soins et qui met sur pied un système solide de soins aux enfants, aux personnes handicapées, aux aînés et à la santé^{iv}. Cette recommandation a déjà été formulée par le Comité

permanent de la condition féminine^v et est conforme aux obligations du Canada en tant que membre de l'Alliance mondiale pour les soins à la personne.

Recommandation 8 : Que le gouvernement élargisse les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants sans but lucratif et de propriété publique avec un ajout de 10 milliards de dollars au Fonds pour l'infrastructure d'apprentissage et de garde des jeunes enfants afin de créer 250 000 nouvelles places dans des établissements inclusifs de qualité d'ici le 31 mars 2026, comme indiqué dans le plan du gouvernement du Canada pour des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour^{vi}. Le gouvernement doit aussi concevoir, en collaboration avec des organismes et des travailleurs des services de garde d'enfants, une stratégie de gestion de l'effectif afin d'assurer une rémunération adéquate et des conditions de travail dignes.

Recommandation 9 : Que le gouvernement fournisse un financement ciblé afin d'aider les personnes et les groupes traditionnellement sous-représentés dans les secteurs de l'énergie du Canada (peuples autochtones, femmes, immigrants, personnes racisées et personnes handicapées, notamment) à se trouver des emplois verts dans les secteurs de l'énergie renouvelable ou de la conservation énergétique. La transition énergétique offre une occasion de placer les droits des peuples autochtones et des femmes marginalisées au centre du programme pour des emplois durables en créant une stratégie d'emplois verts équitable et inclusive.

Recommandation 10 : Que le gouvernement investisse dans une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre solide qui reconnaît explicitement le travail et l'infrastructure de soins dans le cadre du Plan pour des emplois durables afin de créer des emplois verts dans l'économie des soins qui sont de grande qualité et qui contribuent à la résilience communautaire. La stratégie de soins et l'action de lutte contre les changements climatiques du Canada doivent être réunies dans le programme pour des emplois durables.

Appuyer les plus vulnérables dans un monde aux crises multiples

Les répercussions conjuguées des changements climatiques, de l'inflation galopante des prix en alimentation et en énergie et de conflits continus qui empirent font des ravages sur les personnes les plus vulnérables du monde. Les femmes et les personnes de diverses identités de genre qui vivent dans la misère et qui ont le moins contribué à ces crises sont parmi les plus durement touchées. La situation mondiale en dégradation a fait reculer d'une génération entière les progrès réalisés vers une parité entre les genres^{vii}.

Le budget de 2024 est une occasion pour le Canada de lutter contre les inégalités sociales et économiques qui menacent notre tissu social et notre prospérité commune. Le gouvernement fédéral peut faire de cette période de crise une possibilité de transformation en appuyant les personnes marginalisées dans la défense de leurs droits et la lutte contre ces crises intersectionnelles.

Combattre l'inégalité et la haine

Le budget de 2024 peut aider à bâtir un monde plus stable, plus égal et plus sécuritaire en combattant l'inégalité et en appuyant les personnes marginalisées – femmes, personnes 2ELGBTQ+, peuples autochtones, personnes racisées, immigrants et personnes handicapées, notamment – qui constituent la majorité des pauvres de ce monde et qui font face aux plus grands obstacles sociaux et économiques.

Une inégalité extrême, aggravée par une hausse sans précédent des prix en alimentation et en énergie, fait des ravages sur les personnes les plus vulnérables du monde. Oxfam estime que 263 millions de personnes de plus ont basculé dans la pauvreté extrême en 2022^{viii}. Pour combattre l'inégalité à l'échelle mondiale, il faut investir plus, pas moins, dans notre approche féministe à l'aide internationale pour les pays à faible ou moyen revenu. Le budget de 2024 devrait augmenter l'enveloppe d'aide internationale d'au moins 1,2 milliard de dollars en vue de remplir la promesse de hausses annuelles du gouvernement et d'annuler la réduction imposée dans le budget de l'an passé. Une aide humanitaire vitale est nécessaire, maintenant plus que jamais.

Nous assistons à une montée de mouvements anti-femmes, anti-trans, anti-choix, antiféministes, anti-démocratiques et d'attaques contre les droits des femmes, les droits des communautés 2ELGBTQ et l'égalité des genres. L'augmentation d'attitudes et de mouvements misogynes de l'extrême droite entraîne une augmentation de la haine envers les femmes trans migrantes, de couleur et travailleuses du sexe les plus à risque^{ix}. On signale aussi une hausse des attaques, en personne ou en ligne, de l'intimidation, des menaces et du harcèlement envers les politiciennes^x. Ces gestes sont une forme de réaction violente contre les droits des femmes et les mouvements féministes et ont pour but d'écarter les femmes et les personnes de diverses identités de genre des positions de pouvoir. Ils constituent une menace sérieuse pour notre démocratie et l'égalité des genres.

Les mouvements de femmes et de personnes 2ELGBTQ+ du Canada et d'autres pays ont besoin de ressources pour renverser le recul de l'égalité des genres découlant de la pandémie et pour défendre leurs droits dans le sillage des mouvements haineux. Le budget de 2024 est l'occasion pour le gouvernement de créer des voies de financement à long terme pour des organismes canadiens de défense des droits des femmes et de la justice de genre. Des mouvements fortifiés pour défendre les droits, encourager l'inclusion et réduire l'inégalité seront un témoignage durable du programme féministe du gouvernement.

Bâtir une économie juste pour tous

La montée fulgurante du coût de la vie rend difficile pour les foyers de payer leurs besoins essentiels et force les travailleurs à consacrer de longues heures au travail, souvent à plus d'un emploi. Les Canadiens à faible revenu, en particulier, sont aux prises avec une crise du coût de la vie et une crise du logement tandis que les plus grandes sociétés du Canada réalisent des profits records sans payer leur juste part d'impôt. En 2021, les sociétés jouissaient d'un taux d'imposition sur le revenu plus bas que jamais, en dépit du fait que leur taux de profit était leur troisième plus haut enregistré, et c'est en partie grâce à un soutien fédéral de plus de 100 milliards de dollars offert pendant la pandémie. Les sociétés canadiennes paient si peu d'impôt qu'il leur fallait moins d'une semaine de revenus pour payer la totalité de leur impôt sur le revenu de 2022^{xi}.

Pendant ce temps, les services publics qui bénéficient à tous les Canadiens – tels les soins de santé, les soins aux personnes handicapées, les soins de longue durée, l'éducation et les transports en commun – demeurent désespérément sous-financés. Les tâches quotidiennes qui permettent de faire rouler notre société et notre économie – comme la cuisine, le ménage, la lessive, la planification familiale, l'élevage des enfants, les soins des personnes âgées et les soins de personnes handicapées – sont accomplies par les femmes de façon disproportionnée. Pour des centaines de milliers de femmes au Canada, le travail de soins est une réalité constante dont elles ne peuvent s'échapper.

Au Canada, le personnel soignant représente un cinquième de la main-d'œuvre totale employée^{xii}. Et pourtant, le secteur des soins de santé professionnels est caractérisé par des salaires bas, un statut inférieur et des conditions de travail déplorables. L'épuisement professionnel a connu une hausse parmi les travailleurs du milieu depuis le début de la pandémie, et, par conséquent, plusieurs travailleurs délaissent le secteur^{xiii}.

Le budget de 2024 devrait répondre à notre crise économique actuelle en investissant dans les gens qui font de notre société une société forte et résistante. Élargir l'économie des soins et les services publics et d'urgence indispensables aux Canadiens devrait être une priorité essentielle. Créer une commission nationale sur l'économie des soins permettrait de cibler les lacunes, de proposer des solutions et des pratiques exemplaires et de diriger les investissements fédéraux de manière stratégique. Afin de financer les services essentiels dont nous avons tous besoin, le gouvernement fédéral devrait récolter de nouvelles recettes publiques en instaurant un impôt sur la richesse pour les super-riches et une taxe sur les bénéfices excédentaires pour les grandes sociétés qui réalisent des profits colossaux.

Le gouvernement devrait aussi coordonner ses investissements dans l'économie des soins avec son programme pour des emplois durables. Une transition énergétique juste offre une occasion unique de faire la promotion de l'égalité des genres et de l'inclusivité dans le monde du travail. La Loi canadienne sur les emplois durables, le projet de loi C-50, mentionne « la création d'occasions d'emploi pour les groupes sous-représentés dans le marché du travail, notamment les femmes, les personnes handicapées, les peuples autochtones, les personnes noires et racisées, les personnes 2ELGBTQI+ et les autres groupes en quête d'équité^{xiv} ». Des lignes directrices et des règlements plus clairs seront nécessaires afin d'assurer que les droits civils des femmes, des travailleurs en soins et des peuples autochtones sont respectés. Une législation sur les emplois durables nécessitera un investissement important dans une stratégie pour le perfectionnement d'une main-d'œuvre solide qui reconnaît explicitement l'infrastructure de soins dans le plan pour des emplois verts, de grande qualité, et qui contribuent à la résilience climatique. La stratégie de soins et l'action de lutte contre les changements climatiques du Canada doivent être réunies dans le programme pour des emplois durables.

Pour en savoir plus sur les recommandations d'Oxfam Canada en vue du budget fédéral de 2024, communiquez avec Diana Sarosi, directrice, Politiques et campagnes : diana.sarosi@oxfam.org

Oxfam Canada reconnaît l'oppression et la colonisation historiques et continues des peuples, cultures et territoires autochtones sur les terres aujourd'hui connues sous le nom de Canada. Nous nous engageons à être solidaires avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis dans leur lutte pour l'autodétermination et la décolonisation. Les bureaux d'Oxfam Canada sont situés sur les territoires traditionnels non cédés du peuple algonquin anishinabé. En tant que colonisateurs de ces terres, nous nous engageons à évoluer en solidarité avec notre pays hôte, conformément aux valeurs d'égalité, d'autonomisation, de solidarité, d'inclusivité, de responsabilisation et de courage d'Oxfam.

ⁱ COOPÉRATION CANADA, 2 mars 2023, Written Submission for the Pre-Budget Consultations in Advance of Federal Budget 2023 [EN ANGLAIS]. <https://cooperation.ca/written-submission-for-the-pre-budget-consultations-in-advance-of-federal-budget-2023/>

ⁱⁱ RÉSEAU DIGNITÉ CANADA, 2021, Federal LGBTQ2S Action Plan Submission, [EN ANGLAIS].

<https://dignitynetwork.ca/wp-content/uploads/DNC-Federal-LGBTQ2S-Action-Plan-Submission-EN.pdf>

ⁱⁱⁱ OXFAM, 15 janvier 2023, Survival Of The Richest: How We Must Tax The Super-Rich Now To Fight Inequality, [EN ANGLAIS]. <https://www.oxfam.ca/publication/davos-report-2023/>

- ^{iv} OXFAM CANADA, 8 juin 2023, How Much Do We Care? An Assessment Of The Canadian Paid And Unpaid Care Policy Landscape, [EN ANGLAIS]. <https://www.oxfam.ca/publication/how-much-do-we-care>
- ^v Parlement du Canada, Juin 2021, *Le travail non rémunéré des femmes au Canada : Rapport du Comité permanent de la condition féminine*.
<https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/432/FEWO/Reports/RP11380080/feworp08/feworp08-f.pdf>
- ^{vi} UN ENFANT UNE PLACE, 25 février 2022, Submission to Department of Finance Canada: Federal Budget 2022, [EN ANGLAIS]. <https://childcarenow.ca/wp-content/uploads/sites/9/2022/07/Child-Care-Now-Child-Care-Advocacy-Association-of-Canada-2022-Federal-budget-submission-2.pdf>
- ^{vii} OXFAM CANADA, mars 2023, Feminist Scorecard 2023: Feminist Action in a World of Crises, [EN ANGLAIS]
<https://www.oxfam.ca/wp-content/uploads/2023/03/feminist-scorecard-2023-report.pdf>
- ^{viii} OXFAM, 12 avril 2022, First Crisis, Then Catastrophe, [EN ANGLAIS]. <https://www.oxfam.org/en/research/first-crisis-then-catastrophe>
- ^{ix} WAREHAM. J., « 375 Transgender People Murdered In 2021-“Deadliest Year” Since Records Began », *Forbes*, 11 novembre 2021.
- ^x KROOK, M.L., 20 août 2020, Violence against Women in Politics.
<https://doi.org/10.1093/oso/9780190088460.001.0001>
- ^{xi} COCHRANE, D.T., 13 janvier 2022, January 7th is Corporate Income Tax Freedom Day 2022.
<https://www.taxfairness.ca/sites/default/files/2022-06/report-january-7th-is-corporate-income-tax-freedom-day-canadians-for-tax-fairness-jan-2022.pdf>
- ^{xii} KHANAM, F., M. LANGEVIN, K.SAVAGE, et coll., 25 janvier 2022, *Les femmes occupent un emploi rémunéré dans les professions de soins à autrui*.
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2022001/article/00001-fra.htm>
- ^{xiii} MCGINN, D., « Daycare Workers Are Exiting the Profession in Doves, Just as Access for Parents Opens Up », *The Globe and Mail*, 12 mars 2022.
- ^{xiv} CANADA, PARLEMENT, 44^e législature, 1^{re} session, 2023, *Projet de loi C-50 : Loi concernant la responsabilité, la transparence et la mobilisation à l'appui de la création d'emplois durables pour les travailleurs et de la croissance économique dans une économie carboneutre*. <https://www.parl.ca/legisinfo/fr/projet-de-loi/44-1/c-50>